

**Contre l'impunité, contre la loi du silence :**  
**Rassemblement mercredi 11 mai à 18H30**  
**en face de l'Assemblée nationale**

Lundi 9 mai, une [enquête](#) parue sur France Inter et Mediapart a révélé des faits de harcèlement et d'agressions sexuelles, perpétrés par Denis Baupin, député et vice-président de l'Assemblée Nationale. Grâce au courage des victimes qui ont osé témoigner, Denis Baupin a été poussé à la démission de son poste de vice-président en quelques heures seulement.

**Pourtant, ces femmes avaient déjà parlé. À leur entourage, aux responsables de leur parti. Pourtant, tout le monde savait...**

**L'affaire Baupin n'est pas isolée ; sa démission est une étape de la lutte pour éliminer le harcèlement sexuel et les violences à l'encontre des femmes en politique.**

En 2002, Jean-Michel Baylet, Ministre de l'aménagement du territoire, obtenait avec transaction financière le retrait d'une plainte déposée par son ancienne collaboratrice parlementaire pour coups et blessures. En avril 2016, nous découvrons que Michel Sapin, Ministre du budget, [avait du mal à "retenir sa main"](#) quand il se retrouvait en présence d'une journaliste portant un pantalon taille basse. Sans oublier les nombreuses affaires DSK (Tristane Banon, New-York, Carlton)... Et combien d'autres encore profitent d'une position de pouvoir qui les protégerait et leur permettrait de perpétuer crimes et délits en toute impunité.

**Quand on parle de "violences faites aux femmes", il ne faut pas oublier qu'en face de ces femmes, il y a des agresseurs.** Ici, ces agresseurs sont des hommes puissants, qui savent user de tous les ressorts pour que les femmes ne parlent pas, dans un monde où l'on doit "se serrer les coudes entre camarades de parti" pour ne pas ternir son image et où **les femmes sont priées** de passer sous silence les violences patriarcales, en atténuant ou en relativisant les torts des coupables. Un monde où les victimes sont marginalisées, traitées de folles ou de personnes trop sensibles qui n'ont pas le cuir assez dur pour supporter des faits pourtant graves. Sortir du silence demande du courage, de la solidarité et le soutien de la justice.

**5 ans après l'affaire DSK, nous appelons à un rassemblement devant l'Assemblée nationale :**

- pour l'inscription au code pénal de l'inéligibilité des hommes politiques reconnus coupables de violences sexuelles et/ou de violences conjugales
- pour la non-investiture électorale par leur parti politique des candidats hommes sous le coup d'une enquête judiciaire pour des faits de violences sexuelles et/ou de violences conjugales ou déjà condamnés pour de tels faits

- pour l'ouverture d'enquêtes internes par les partis politiques sur tous les faits dénoncés et rapportés de violences sexuelles, indépendamment de l'enquête judiciaire.
- pour l'accompagnement, par leur parti, des victimes au dépôt de plainte
- pour demander la démission de Denis BAUPIN de son poste de député

**Contre l'impunité, contre la loi du silence :**  
**RDV mercredi 11 mai à 18H30**  
**en face de l'Assemblée nationale**  
**Place Edouard Herriot**

**Premières signatures :**

Association nationale des études féministes

Assemblée des femmes

Collectif National pour les Droits des Femmes

Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et la Contraception

Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes

Les effronté-e-s

Elu-e-s contre les violences faites aux femmes

Fédération Nationale Solidarité Femmes

Femmes migrantes debout

Femmes solidaires

Maison des Femmes de Paris

Maison des Femmes Thérèse Clerc

Mémoire traumatique et victimologie

Osez le féminisme !

Planning Familial

Regards de femmes